

Israël enrôle des rebelles syriens pour protéger le Golan

19 MARS 2018 PAR [RENÉ BACKMANN](#)

Pour tenir éloignés de sa frontière nord l'Iran et ses milices, de plus en plus présents et influents en Syrie, le gouvernement israélien ne se contente plus de fournir une aide humanitaire aux villages voisins du Golan. Depuis quelques semaines, il arme et finance une dizaine de groupes armés de la rébellion.

Les militaires chargés d'assurer la sécurité de la frontière nord d'Israël ont la mémoire courte. Vingt ans après avoir constaté, à leurs dépens, l'échec de leur stratégie de « zone tampon » au Sud-Liban, et assisté à la débandade de la milice locale chargée de la défendre face au Hezbollah, ils tentent aujourd'hui de créer, à l'est du plateau du Golan, entre le sud de la Syrie et Israël, une nouvelle « zone tampon », dont la défense serait assurée par une dizaine de groupes rebelles sunnites syriens, armés et financés par l'armée israélienne.

Peut-être parce que la frontière était considérée depuis plus de 40 ans, sous la dictature de Hafez al-Assad, puis de son fils Bachar, comme la plus sûre du pays, les militaires israéliens ont d'abord regardé en spectateurs attentifs, mais passifs, la Syrie rejoindre la Tunisie, l'Égypte et la Libye dans la revendication démocratique, puis sombrer dans la violence et l'horreur lorsque le dictateur a décidé de lancer son armée et ses milices contre son peuple.

À partir de 2013 cependant, l'armée israélienne, grâce à son réseau d'informateurs de l'autre côté de la frontière, dans les villages dispersés au pied du Golan, a commencé à sélectionner et à transférer en Israël des blessés syriens, civils ou combattants, pour les soigner dans plusieurs hôpitaux du nord du pays, notamment à Safed, Nahariya, Tibériade et Haïfa. On estime aujourd'hui que près de 5 000 Syriens ont été traités depuis 5 ans en Israël, avant d'être, pour la plupart, reconduits discrètement en Syrie.

Au-delà de l'élan humanitaire revendiqué par l'armée, des considérations plus triviales expliquaient cet engagement. Il s'agissait de gagner la sympathie de certains groupes rebelles sunnites de la région et de recruter dans leurs rangs de nouveaux informateurs. Mais aussi, selon Moshe Ya'alon, le ministre de la défense de l'époque, d'obtenir de la part des groupes armés bénéficiaires de l'aide qu'ils « *ne touchent pas aux Druzes du Golan* », dont les liens communautaires continuent de s'étendre des deux côtés de la frontière et parmi lesquels Israël entendait préserver sa réputation de puissance protectrice.

Car le plateau du Golan, ce belvédère de 800 km² qu'Israël a occupé en 1967, en même temps que la Cisjordanie et la bande de Gaza, avant de l'annexer officiellement en 1981, au mépris du droit international, est pour les militaires israéliens un atout stratégique majeur. Il domine, à l'ouest, le lac de Tibériade et la région ultrasensible du « Doigt de Galilée », fait face, au nord, aux monts du Sud-Liban, bastion du Hezbollah, et surplombe à l'est la vallée du Yarmouk et la région de Damas. Rien n'interdit de penser qu'un régime syrien du futur pourrait un jour en revendiquer – et en négocier – la restitution par Israël. En attendant, plus

de 30 000 colons israéliens et près de 20 000 Druzes coexistent aujourd'hui sur ce plateau verdoyant, où persiste une forte présence militaire.

Même si, parallèlement à l'aide aux blessés et malades graves, quelques cargaisons de médicaments, de nourriture, de vêtements, voire quelques liasses de dollars étaient parfois introduites en Syrie, à destination de villages soigneusement identifiés et de groupes armés « sûrs », Israël, officiellement, s'en est tenu pendant les premières années du conflit à son choix stratégique originel : ne pas intervenir militairement en territoire syrien, sauf pour s'opposer, par des frappes aériennes ciblées, aux livraisons par l'Iran d'armes modernes au Hezbollah libanais. Et laisser l'administration Obama agir en soutenant militairement et financièrement, à partir de la Jordanie, et avec l'aide de l'armée du royaume hachémite, le front sud de l'Armée syrienne libre (ASL), rassemblement de groupes armés sunnites tenus pour acceptables par Washington et ses alliés.

Pour la Maison Blanche, qui engageait, comme ses alliés occidentaux, son aviation et des unités de forces spéciales contre les djihadistes de l'organisation État islamique, en Irak et en Syrie, il n'était pas question d'intervenir davantage dans l'affrontement entre le régime de Damas et la rébellion. En fait, Washington cherchait déjà, dès 2014, à limiter au strict minimum son implication dans la guerre civile syrienne. Quant à la Jordanie, déçue par le manque d'allant de l'ASL et des autres groupes rebelles, qu'elle avait contribué à armer et équiper, elle s'efforçait surtout de contenir le flot de réfugiés syriens qui tentaient d'entrer sur son territoire.

Vu d'Israël, en fait, c'est moins le destin de la Syrie, régime et rebelles confondus, que l'influence militaire croissante de l'Iran dans le conflit qui inquiétait l'état-major. En mobilisant aux côtés du régime de Damas des unités aguerries de Gardiens de la révolution, en engageant dans les combats ses brigades de mercenaires chiites irakiens ou afghans et en s'appuyant largement sur les contingents de miliciens du Hezbollah libanais, Téhéran semblait avoir pris le contrôle de la guerre et largement contribué au rétablissement de l'équilibre des forces au bénéfice du régime. Tout en s'approchant à portée de mortier de la frontière israélienne.

Au point que c'est avec une sorte de soulagement que l'intervention militaire russe de septembre 2015 fut accueillie en Israël. Certains responsables de l'appareil de sécurité israélien pensaient alors que la Russie allait éclipser l'Iran comme principal protecteur de la Syrie et que grâce aux bonnes relations entre Netanyahu et Poutine, les intérêts de sécurité d'Israël face à la menace iranienne seraient préservés.

Les relations entre la Russie, l'Iran et leur protégé syrien se sont avérées beaucoup plus compliquées que prévu. Et les généraux russes, qui ont rapidement permis au régime syrien de reprendre l'avantage sur le terrain, ont dû admettre le caractère indispensable de la présence militaire de Téhéran et de ses alliés. Donc composer avec une stratégie iranienne fondée sur une implantation militaire durable. Mais l'état-major israélien, qui avait trouvé chez les militaires russes des interlocuteurs responsables au milieu du chaos régional, a cependant réussi à établir avec eux un dispositif d'échange d'informations opérationnelles destiné à éviter des rencontres malencontreuses entre avions de combat israéliens et russes, désormais présents au quotidien dans le ciel syrien.

Sept groupes rebelles au moins reçoivent l'aide militaire israélienne

Pendant ce temps, les organisateurs israéliens de « *l'aide humanitaire* » aux Syriens donnaient une dimension nouvelle à leur initiative. Avec le lancement en juin 2016 de « *l'Opération bons voisins* », c'était désormais des convois de camions chargés de farine, de médicaments, de lait pour enfants, de générateurs, de vêtements, de carburant, de matériaux de construction, qui franchissaient la zone de sécurité frontalière au pied du Golan et prenaient le chemin des villages syriens.

« *Israël s'est tenu à nos côtés d'une manière héroïque*, admettait en juin 2016, dans une interview au *Wall Street Journal*, un porte-parole du petit groupe armé Fursan al-Joulan (les « Chevaliers du Golan »), bénéficiaire de l'aide humanitaire et financière israélienne. *Nous n'aurions pas survécu sans leur assistance.* »

Les combattants du groupe Jaysh Khalid ibn al-Walid – lié à l'État islamique – présents au sud du front du Golan, près de la ville de Deraa, ont-ils également bénéficié, à cette époque, de l'aide israélienne ? Rien ne permet de l'affirmer, mais à en croire Moshe Ya'alon, rien ne l'empêchait. En janvier 2016, quatre mois avant d'être remplacé au ministère de la défense par Avigdor Lieberman, il était très clair sur ce point. « *En Syrie*, déclarait-il au cours d'une intervention à l'Institut national des études de sécurité à Tel Aviv, *si le choix est entre l'Iran et l'État islamique, je choisis l'État islamique. Ils n'ont pas les capacités que possède l'Iran. L'Iran détermine l'avenir de la Syrie et si cela conduit à une perpétuation de la domination, l'hégémonie iranienne en Syrie sera un énorme défi pour Israël.* »

C'est, curieusement, au nom de cette priorité à la lutte contre l'influence iranienne que l'armée israélienne a eu recours à des frappes de drones et des tirs de missiles antichars, en janvier et février derniers, contre des combattants de Jaysh Khalid ibn al-Walid. Les renseignements militaires israéliens, qui suivent de très près l'évolution des combats sur le terrain, avaient constaté que les djihadistes avaient lancé une offensive contre les autres groupes rebelles sunnites de la région, hostiles à la présence iranienne, et craignaient un effondrement de ces alliés de fait qui aurait permis aux Iraniens et à leurs alliés de progresser jusqu'au pied du Golan.

Contenir l'Iran : c'est encore avec cet objectif en tête que les diplomates israéliens ont fait le siège de leurs collègues russes et américains, à l'été 2017, lorsque Washington, Moscou et Amman ont entrepris de négocier avec les groupes rebelles de la région un cessez-le-feu sur le front sud, *grosso modo* sur la zone couverte par « *l'Opération bons voisins* ».

L'état-major israélien souhaitait que les combattants iraniens et les miliciens chiites soient contenus par l'accord à 40 km au moins de la frontière israélienne. La Jordanie a obtenu cet engagement mais aucune mesure semblable n'a été prise en faveur d'Israël, provoquant une colère publique de Netanyahu.

Lorsqu'en novembre 2017, les discussions entre les mêmes protagonistes ont repris, pour mettre sur pied cette fois un accord de « désescalade », Israël, qui n'y participait pas, est intervenu auprès de la Russie et des États-Unis pour que la zone de présence tolérée de l'Iran

et de ses alliés soit limitée à l'est de l'autoroute n° 5 Damas-Deraa, c'est-à-dire entre 45 et 60 km de la frontière israélienne. Nouvelle déconvenue : l'accord ne demandait aux combattants chiites que de rester à 5 km de la ligne de front entre rebelles et forces gouvernementales. En d'autres termes, selon les militaires israéliens, il permettait aux Gardiens de la révolution ou aux combattants du Hezbollah d'avancer jusqu'à 20 km de la frontière israélienne au centre du Golan, et à 5 km au nord.

Jugée très inquiétante par l'état-major israélien, la situation créée au nord du pays par l'accord de « désescalade » est devenue à leurs yeux alarmante en janvier dernier, lorsque Donald Trump a décidé de fermer le Centre des opérations militaires de la CIA à Amman, qui coordonnait l'aide aux groupes rebelles du sud, laissant brutalement 10 000 à 20 000 combattants sans soldes, sans carburant et sans munitions. C'est-à-dire condamnant de fait ces groupes armés sunnites à la dispersion. Et exposant à court terme le nord du territoire israélien à une proximité inédite avec les soldats et les supplétifs d'un État qui, selon Netanyahu, « étend ses ténèbres sur le Moyen-Orient » et veut la « destruction d'Israël ».

Et cela au moment où Téhéran, manifestement résolu à consolider sa présence en Syrie, multiplie la construction de nouvelles bases en Syrie. On en compte actuellement une trentaine, dont au moins cinq à proximité immédiate d'Israël.

À tel point que le commandement de l'aviation israélienne, qui avait jusque-là concentré ses frappes en Syrie sur des convois d'armes iraniennes destinées au Hezbollah ou sur des hangars contenant des munitions ou des missiles en attente de transfert à la milice libanaise, a récemment attaqué des bases militaires iraniennes en cours d'aménagement et des installations militaires syriennes où une présence iranienne avait été constatée. Le tout sans soulever d'objections majeures des militaires russes qui contrôlent le ciel syrien.

En janvier, plusieurs cibles iraniennes en Syrie ont ainsi été frappées par l'aviation israélienne, en représailles contre la tentative d'intrusion d'un drone iranien en Israël. Moscou ne s'est pas opposé à ces frappes. Mais Poutine, selon la presse israélienne, a appelé personnellement Netanyahu pour lui demander de renoncer à lancer un nouveau raid de représailles après la destruction par un missile syrien d'un F-16 qui venait de participer aux frappes en Syrie.

C'est dans ce contexte instable, dominé, aux yeux des dirigeants israéliens, par la montée en puissance de l'Iran dans la région, que l'état-major israélien a décidé de changer de stratégie dans le sud de la Syrie. Et de mettre en place, parallèlement à son aide humanitaire, une implication militaire plus directe. Depuis le début de cette année, l'armée israélienne apporte donc un soutien en armes, munitions, équipement et renseignements à une dizaine de groupes rebelles sunnites, à l'est du plateau du Golan. Aide qui pourrait éventuellement, en cas de nécessité, être complétée par un appui d'artillerie ou aérien.

D'après des militaires israéliens, les groupes aidés, dont certains ont entretenu ou entretiennent encore des liens avec Al-Qaïda, contrôlent près de 65 % de la zone frontalière, à l'est du Golan. L'armée syrienne, ses alliés chiites et des combattants druzes favorables au régime de Damas contrôlent le nord, soit 15 % du territoire, depuis la chute de la poche rebelle de Beit Jinn, au début de l'année. Et plusieurs groupes liés à l'État islamique, dont Jaysh Khalid ibn al-Walid, tiennent les 20 % restants, au sud autour de Deraa. Selon les

travaux sur le terrain de la chercheuse Elizabeth Tsurkov, du Forum for Regional Thinking, un centre de recherches stratégique israélien, sept groupes rebelles au moins, dont les « Chevaliers du Golan » et Firqat Ahrar Nawa, bénéficient actuellement de ce soutien israélien. Et ne le nient pas.

Plusieurs d'entre eux, qui relevaient du front sud de l'ASL, bénéficiaient jusqu'à une période récente du soutien de la Jordanie et avaient reçu des missiles antichars américains Tow. La plupart sont tenus par les familiers du terrain pour de piètres combattants, peu engagés dans les batailles qui ont ravagé la Syrie depuis six ans.

Qu'importe. Aux yeux des militaires israéliens, ces « locaux », comme on les appelle à l'état-major, ont pour unique tâche de tenir la « zone tampon » qui doit bloquer l'avance du régime syrien et de ses alliés iraniens vers le Golan, ouvrant la voie à la conquête des villages voisins de la frontière israélienne. Car pour les dirigeants israéliens, il ne fait pas de doute que Bachar al-Assad, fort d'une situation militaire rétablie et assuré du soutien de ses alliés russes et iraniens, finira par vouloir aussi reprendre le contrôle du sud.